

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS:

Pass. de l'Entrepôt-du-Marais, 4.

1 an.	6 mois.	3 mois.	
Paris.	24	12	7
Départements. .	36	18	10
Etranger. . . .	48	24	13

Les abonnements d'entree des 1^{er} et 10^e de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.
Agriculture, Industrie. Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Marais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU BIEN-ÊTRE.
DROIT AU TRAVAIL.

AVIS.

Tout ce qui ne sera pas affranchi sera refusé.

APPEL AUX RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES.

La Commune de Paris est momentanément ruinée.

On garde ce qui peut avoir échappé au ravage de nos bureaux.

Notre imprimeur ordinaire nous a refusé ses presses.

On nous dispute notre titre.

Mille menaces nous poursuivent.

Au milieu de tant de difficultés, de soins, d'ennuis, la Commune de Paris continue sa mission; elle ne périra pas!

Au nom des principes que nous soutenons, et que chacun connaît, au nom de la démocratie pure dont Sobrier est le véritable représentant, au nom de la République en péril, nous conjurons nos amis connus et inconnus de venir à notre aide en ce moment suprême.

Des listes d'abonnement sont préparées dans les bureaux de la Commune, et nous faisons appel à toutes les sympathies démocratiques.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis et signés qui lui seront communiqués dans le but d'aider à la publication de la BIOGRAPHIE des représentants à l'Assemblée nationale.

Les notes que nous avons recueillies ayant été brûlées ou dispersées dans le pillage qui a eu lieu le 15 mai dans les bureaux du journal. — Nous faisons appel au patriotisme des bons citoyens pour nous aider à commencer prochainement cette publication.

Le privilège et les baïonnettes.

C'est le pouvoir exécutif qui règne; mais c'est la garde bourgeoise qui gouverne.

Nous n'en voulons donc pas aux nouveaux fonctionnaires publics des actes réactionnaires qu'ils commettent chaque jour; ils ne sont déjà plus les maîtres. Leur seul tort (et celui-ci est impardonnable) c'est d'avoir pactisé avec les hommes de la monarchie plus ou moins constitutionnelle, avec les privilégiés de la classe bourgeoise, avec les baïonnettes inintelligentes et réactionnaires. Les membres du pouvoir exécutif sont déjà en suspicion; Lamartine lui-même voit tomber jour à jour sa popularité mourante. Avant quelques semaines l'esprit bourgeois aura réculé jusqu'à Odilon-Barrot; un pas de plus en arrière, et nous en serons à la régence.

Nous plaindriions les républicains de la veille de s'être abandonnés à cette force aveugle qui les entraîne à leur perte, si ces hommes ne s'étaient faits sciemment et volontairement les transfuges du principe démocratique. Ils ont laissé s'organiser sous leurs yeux, et en quelque sorte sous leur protection, une terreur bourgeoise, qui dépasse les plus mauvais souvenirs de notre histoire. Jamais, sous la fameuse loi des suspects, on n'a commis contre la liberté individuelle des attentats compa-

rables à ceux de la garde dite nationale contre des citoyens inoffensifs et désarmés. Nous avons vu des Carrier, des Fouché, des Tallien en uniforme, inventer la théorie des visages suspects et des figures communistes. On arrêtait un homme sur son vêtement, sur une dénonciation sortie du ruisseau, sur on ne sait quoi. Les septembriseurs de la boutique, dans leur ardeur de fusiller quelqu'un ou quelque chose, allaient jusqu'à provoquer les individus arrêtés par des rires ou des gestes insultants. Jamais ville ne fut sous la pression d'une telle dictature multiple et ornée.

Eh bien! je dis que quand un pouvoir issu de la Révolution a laissé prendre une pareille force à une classe qui fut et qui sera toujours rétrograde, ce pouvoir se condamne lui-même à remonter, de concession en concession, jusqu'à la ruine totale de toute liberté.

A la terreur bourgeoise des baïonnettes a succédé, depuis une semaine, la terreur des mandats d'amener. C'est le même système qui se continue. Les arrestations préventives, contre lesquelles s'élevaient avec tant de force, sous le dernier règne, les républicains du National, recommencent avec plus de colère et plus d'impatience que jamais, sous le règne de ces mêmes républicains du National, qu'entraîne le flot écumeux de la réaction.

Est-ce de la liberté que ce régime inquisitorial des juges d'instruction, dont l'autorité se relève si fière et si capricieuse avec l'influence de la classe bourgeoise? A l'aide de l'arrestation préventive on inquiète les citoyens paisibles, on ruine les adversaires qui déplaisent, on supprime ça et là qui l'on veut; une telle arme est une injure à la démocratie. Que les pouvoirs arbitraires se servent de cette mesure inique, c'est leur droit; mais un gouvernement républicain devrait faire moins bon marché de la sûreté individuelle de ses membres.

Les hommes du pouvoir exécutif, les ministres, les quelques fonctionnaires républicains, se font à eux-mêmes ces aveux pénibles; car nous aimons à croire qu'ils ont encore une conscience. Mais que faire? Ils ont les mains liées par une réaction bourgeoise à laquelle ils ont tout promis, tout donné; ils vont avec le flot des baïonnettes. La machine judiciaire, qu'ils ont eu la faiblesse de ne point abattre, refonctionne avec les mêmes rouages, les mêmes rancunes, les mêmes fureurs qu'autrefois contre les républicains de la veille, et au profit des royalistes. Il ne faut point que les apparences nous aveuglent; c'est toujours Louis-Philippe qui règne; car Louis-Philippe n'était que l'âme damnée de la bourgeoisie.

Dans cet état de choses, où est la force démocratique? elle réside dans les hommes étrangers au pouvoir et à l'Assemblée nationale, qui n'ont point voulu échanger leur conviction contre un mandat quelconque, tant ils craignaient d'altérer par une alliance coupable et dangereuse l'intégrité du principe de la souveraineté du peuple. Ces hommes, vous pouvez les calomnier, les jeter dans les prisons, les couvrir de soupçons absurdes; vous ne les empêcherez pas de sauver la France.

En vérité, je vous le dis, nous touchons à une épreuve décisive. Le régime social sous lequel nous vivons depuis soixante ans porte ses fruits, c'est-à-dire la misère pour les travailleurs, la banqueroute pour les commerçants. Encore quelques jours, et plus de trente mille des marchands de Paris auront déposé leur bilan. Quand les boutiques seront fermées; quand le capital, de plus en plus rare, aura tout à fait disparu; quand la frayeur, la faim, le désespoir auront pâli tous les visages; quand le locataire expulsé n'aura plus où reposer sa tête; quand le propriétaire, effaré dans sa maison vide, ne pourra plus même subvenir aux charges de l'État, alors (et ce jour est prochain), alors vous irez chercher au fond des cachots, au fond des retraites ténébreuses où ils se tiennent renfermés, ces mêmes socialistes que vous avez poursuivis avec rage, et vous leur direz: « Tout est perdu, si vous ne venez à notre secours! »

Mais, ils ne veulent point du pouvoir pour eux-mêmes; ce qu'ils veulent, c'est le règne de leurs idées, parce qu'à ces idées fécondes se rattache le bonheur de tous les citoyens.

Le sac de la maison Sobrier.

Les braves noyeurs de poudre du 23 février ne pouvaient se démentir le 15 mai: — « Il y a des poudres chez Sobrier, disait-on; à Montmartre: — Alerte, courons noyer les poudres! »

Jusque-là, ce n'était que l'excès d'un zèle inintelligent, — et l'on pouvait, à la rigueur, leur pardonner cette fantaisie.

Mais que dire d'une horde de sauvages se ruant sur une propriété particulière, cassant et détruisant fenêtres, meubles, objets de toute nature, — lacérant, incendiant (et des pompiers encore!) livres, papiers, et se distribuant les vêtements qu'ils trouvaient sous la main...

Aujourd'hui, plusieurs de ces pillards se payaient avec des pantalons de Sobrier, — cet autre avec le chapeau de Sobrier. Beaucoup même d'entre eux ont son chapeau. C'est à qui montrera le véritable.

Tel étale orgueilleusement la bourse de Sobrier, enrichie de pierres fines...

Quelles amères réflexions ne fait pas venir au cœur de l'homme honnête cette dépravation qui met le sac, le pillage et le vol, au nombre des actions louables!

O monarchistes! voilà bien le fruit de vos exemples: vous ne pouviez créer qu'à votre image.

Réactionnaires, dites-nous si, dans le mois qui a suivi la Révolution de 1848, quand tout le peuple emplissait la rue, dites-nous, gens du lendemain, si la populace, comme on dit aujourd'hui dans le journal La Liberté, a commis le moindre méfait. Citez, le démenti vous attend.

Et, cependant, que nous montrez-vous dans vos rangs et parmi les vôtres? Le dévergondage le plus effréné sous prétexte d'ordre.

Est-ce de l'ordre que de voler les vêtements, les bijoux d'un citoyen?

Que de brûler ses papiers, ses registres, ses titres de famille ?

Que de se gorger de son vin ?

Est-ce de l'ordre, le bris des portes, des fenêtres, des meubles et les menaces d'assassinat ?

C'est du délire, c'est de l'orgie !

Ah ! modérés, il ne vous fallait plus que du sang !

La déportation aux îles Marquises.

On parle sérieusement chez le citoyen Crémieux d'envoyer aux îles Marquises les détenus politiques du 15 mai. C'est là une mesure pleine d'humanité, on ne saurait le contester. Plutôt que de les faire tomber sous la guillotine, la terreur bourgeoise, prenant ses inspirations dans les souvenirs de thermidor, a imaginé de condamner les démocrates à l'air malsain, au sol marécageux de Nouka-Hiva. Quelques mois de séjour dans ces climats pestilentiels, à quatre mille lieues de la patrie, auront fait justice de tous ces scélérats qui avaient rêvé le bonheur de leurs frères. Eux absents, la réaction aura beau jeu, le prince de Joinville viendra débarquer à Eu, où la falaise de Biville, les ineptes hommes d'Etat qui nous gouvernent, les intrigants qui papillonnent autour d'eux, tous ces suppôts d'infamie, de couardise et de contre-révolution, toutes les taupes du journalisme réactionnaire s'accorderont pour aplanir les difficultés à la monarchie. Après la restauration bourgeoise viendra la restauration militaire, et, de rechef, la France sera livrée pieds et poings liés aux exploiters, aux courtisans, à toute la vermine des fonctionnaires et des bureaucrates. Magnifique perspective ! Faites donc des révolutions pour les confier à vos plus cruels ennemis. Peuple de France, peuple moutonnier, tu seras toujours tondue. C'est là ta vocation, ta destinée, il faut que tu l'accomplisses.

Les persécutés.

Socrate inaugura en Grèce une philosophie sublime, il fut condamné à boire la ciguë.

Jésus-Christ prêcha une morale si belle, qu'on le défit ; il fut crucifié entre deux voleurs.

Campanella a passé vingt-neuf ans dans les cachots de Naples. Campanella était un grand homme.

Rousseau a mené une existence errante et persécutée. Tous les penseurs, tous les philosophes, tous ceux qui ont cherché à augmenter le bien-être des hommes ont été honnis et pros crits, dénoncés comme bandits par les exploiters et les privilégiés de tous les temps. Im molés aux prétentions exclusives et cupides d'une caste dominatrice, ils n'ont pas même eu la consolation de voir le peuple les remercier par avance de leurs effets philanthropiques. Il en est qui ont été lapidés par lui.

Le peuple a été l'artisan de ses propres malheurs, l'instrument facile de toutes les violences dirigées contre lui-même. Le peuple ignore. Ignorera-t-il toujours ?

Les réélections.

Trente nouveaux représentants du peuple sont à élire dans différents départements, dont onze dans le département de la Seine.

Les élections auront lieu le 4 juin. Nous n'avons que dix jours pour nous consulter sur les choix à faire.

Réunissons tous nos efforts pour donner au pays des républicains, purs démocrates. — Efforçons-nous d'opposer une digue au flot réactionnaire qui menace de nous déborder.

Nommons des hommes-principes.

Au nombre de ces hommes, — des vétérans de l'idée républicaine, — il y en a cinq que nous recommandons aux électeurs de la Seine.

Cinq dont le nom doit être en tête de toutes les listes :

CAUSSIDIÈRE, SOBRIER, KERSAUSIE, A. ESQUIROS, HUBER.

Incompatibilités.

Copie d'une pétition remise sur le bureau du président de l'Assemblée nationale, le 9 mai 1848.

Citoyens représentants,

Des représentants ont déclaré qu'ils ne toucheraient pas les 25 francs qui leur sont alloués par jour.

Tout représentant qui ne reçoit pas ses émoluments met en danger la souveraineté du Peuple ; car il doit amener la division des représentants en deux catégories, ceux qui recevront et ceux qui ne

recevront pas. L'aristocratie de fortune sera reconstituée. Le désintéressement vrai ou faux tendra à repousser les travailleurs encore une fois de nos assemblées législatives, où les forts feront toujours ainsi les lois contre les faibles. C'est là qu'est le danger. Nous n'hésitons donc pas à donner le nom de mauvais citoyens à ceux des représentants qui refuseront leurs émoluments sous un prétexte quelconque. S'ils veulent venir en aide à la République, qu'ils lui donnent leur traitement d'une autre manière, mais après émargement et sans ostentation. Le véritable patriotisme ne cherche pas à attirer les regards.

Près de trois cents représentants sont des fonctionnaires publics salariés.

Le titre de représentant du peuple est le plus beau de ceux qu'un citoyen français puisse obtenir. Ces fonctions sont les plus importantes ; elles exigent toutes ses journées, souvent même elles exigent toutes ses nuits. Par ces deux raisons, nul ne doit être revêtu à la fois de cette suprême dignité et d'une autre fonction publique salariée. Il faut opter entre l'une et l'autre, mais il est impossible d'être revêtu de l'une et de l'autre. La République ne saurait placer sa confiance dans des hommes qui seraient dans l'obligation ou de manquer à leurs devoirs de représentants du peuple pour être de bons fonctionnaires, ou de mal remplir leurs fonctions salariées pour être de bons représentants. Un citoyen ne doit ni se mettre, ni rester dans cette fâcheuse alternative. N'oublions pas que les fonctionnaires ont été surtout la pierre d'achoppement des réformes dans l'ex-chambre des députés. Si on les souffre dans l'Assemblée nationale, ils mettront en péril notre révolution et ses conséquences.

Qu'il donne sa démission, celui qui ne place pas l'intérêt de la nation avant le sien propre ; la République n'a pas besoin de lui.

Citoyens représentants, l'avenir de la République démocratique dépend de ces deux questions.

SANGUINÈDE,

président du club des commerçants-locataires.

L. LEBRUN, secrétaire.

Démission.

Après la Révolution de Février, les citoyens de la 5^e compagnie m'ont fait l'honneur de me conférer par leurs suffrages le grade de lieutenant.

Depuis, une certaine portion de la garde nationale a réagi violemment contre les principes pour lesquels nous avons combattu.

On a crié : « A bas les communistes ! à bas les clubs ! » Au mois de février, nos amis et moi combâtons pour la liberté du droit de réunion, la liberté des sectes, la liberté du droit d'association. Nous combâtons, afin que la pensée de chacun pût se produire sans entraves par la presse et par la parole. Je ne peux donc m'associer à des manifestations, suivant moi, destructives des vrais principes républicains. Je vous prie en conséquence d'accepter ma démission.

Salut et fraternité,

F. FAYRE, lieutenant à la 5^e compagnie, 8^e bataillon, 1^{re} légion de la banlieue.

Le citoyen Lamennais a donné sa démission de membre du comité de constitution. — Cette retraite ne nous a nullement étonné. Nous n'attendons rien de bon pour la République d'un comité où l'on ne trouve partout que les noms les plus dévoués à l'ancienne monarchie. Qu'avait à faire au milieu de ces gens-là l'auteur du *Livre du peuple* ?

Les journaux des départements apprécient avec beaucoup de sagesse et de tact la démission de Caussidière. Tous reconnaissent le bien qu'il a fait à Paris et rendent justice à cette noble susceptibilité, qui ne lui a pas permis de garder le poste éminent qu'il avait conquis aux barricades.

L'un d'eux nous rappelle un fait que nous avions oublié. — Ce qui a fait que nous avons commis une injustice. — Etienne Arago est le seul qui se soit levé pour le défendre. — Tous deux ont déjà, d'ailleurs, cent fois montré quels cœurs battent dans les poitrines républicaines.

Un citoyen s'est présenté dans nos bureaux pour protester contre le rapport du maire de Paris, Armand Marrast. Ce rapport est inexact de tous points. Nous publierions dans un de nos prochains numéros la lettre qu'il nous écrit à ce sujet.

Le bruit courait aujourd'hui à la Bourse que le duc d'Aumale est à Paris. Les fonds ont haussé.

— Dans un conciliabule de régentistes, tenu

hier, rue de La Tour-d'Auvergne, et auquel ont assisté plusieurs membres de l'Assemblée, il a été fortement question de faire officiellement rentrer toute la famille des Bourbons.

Est-ce que ces messieurs croient que tous les combattants de février dorment dans les caveaux de la Bastille ?

Bouche de bronze.

M. ETIENNE QUATREMÈRE.

Professeur d'hébreu au collège de France.	5,000 fr.
Professeur de persan à la Bibliothèque.	5,000
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> .	1,200
Membre de l'Institut.	1,500
Membre de la commission des travaux littéraires et scientifiques.	12,700 fr.

M. GAY-LUSSAC (ne fait pas son cours).

Professeur au Jardin des Plantes.	5,000 fr.
Logement au Muséum.	1,000
Professeur à l'administration des tabacs.	3,000
Essayeur chimiste à la Monnaie, environ.	50,000
Membre de l'Institut.	1,800
Membre du comité consultatif.	1,500

Cinq places. 62,300 fr.

Sans parler de certains droits d'essai sur lesquels nous reviendrons.

M. POUILLET.

Administrateur du Conservatoire des Arts et Métiers.	15,000 fr.
Logement.	2,000
Professeur à ce Conservatoire.	6,000
Professeur de physique à la Sorbonne.	6,000
Membre de l'Académie des sciences.	1,500
Ci.	30,500 fr.

M. COUSIN.

Membre du conseil royal.	10,000 fr.
Professeur à la Sorbonne.	6,000
Le logement.	2,000
Examinateur du baccalauréat, environ.	6,000
De l'Académie française.	1,800
De la commission du Dictionnaire de ladite Académie.	3,000
Membre de l'Académie des sciences morales.	1,800
L'un des rédacteurs du Bulletin de cette Académie.	1,500
Total.	32,100 fr.

Et nous en oublions !

Et voilà dix-huit ans et plus que durent tous ces cumuls !

La danse des morts.

Commis du peuple, vous faites pitié.

Momies ressuscitées des vieux tombeaux, personnages fossiles, exhumés du moyen âge, squelettes galvanisés au contact d'une idée moribonde, sautez, dansez la danse des morts. Nous aimons vos saturnales et le délire de vos prétentions.

Nains conjurés pour soulever la massue d'Hercule, la grande nation doit être contente de vous.

Moi, je vais relire les *Infiniments petits* de Bé ranger.

Les souricières.

Amis aux républicains.

Il est organisé à Paris un service très bien fait, c'est celui des *souricières*, établi par les partisans de la régence et de Henri V. — On les trouve notamment au jardin du Palais-National, dans la cour du Louvre et à la Porte Saint-Denis. Des hommes payés par ces réactionnaires se réunissent en groupes ; ils ont des discussions très animées entre eux, et quand un citoyen s'approche pour y défendre la République, ils ouvrent leurs rangs, l'englobent, l'injurient, le frappent et finissent par le conduire au poste au nom de l'ordre. Nous en donnons avis aux sincères amis de la République et de la liberté individuelle, qui déjà n'existe plus.

Revue des Journaux.

Tous les journaux dynastiques s'indignent à l'envie de l'épithète si bien méritée de réactionnaires. Leur colère se traduit au grand détriment de leurs abonnés, en articles de fond d'une longueur et d'une lourdeur effrayantes. Les hommes d'Etat du *Constitutionnel*, du *Sicéle*,

jettent le cri d'alarme. Le *Journal des débats*, plus prudent, module sa plainte en mineure. Hélas ! messieurs, nous voudrions bien pouvoir vous décerner un brevet de républicanisme ; nous voudrions bien ne pas mettre en doute votre amour de la liberté ; mais nous vous connaissons, nous savons ce qui se cache sous ce manteau républicain dont vous vous êtes affublés les premiers jours. Bas les masques, messieurs les dynastiques ; soyez plus francs. Ce n'est pas en vain que la liberté de la presse est sortie des barricades de Février. Jouez franc jeu, que craignez-vous ? Le peuple ne hait que la dissimulation et l'hypocrisie. Toute opinion peut être débattue librement devant lui.

(Le Monde républicain.)

On devait lire et développer quelques propositions à l'Assemblée nationale, c'est dire que la séance ne promettait pas d'être des plus intéressantes. En effet, elle ne l'aurait point été si la commission à laquelle l'Assemblée avait renvoyé le projet de décret sur le bannissement de la famille de Louis-Philippe, n'avait présenté son rapport : c'est le seul intérêt que la chambre ait offert. La commission a pensé que l'Assemblée devait adopter ce décret, et elle a pensé aussi que le moment n'était pas inopportun, comme quelques amis de l'ancienne famille royale l'avaient dit, pour le promulguer. Depuis la Révolution, en effet, jamais la réaction n'a parlé plus haut et ne s'est moins cachée. Depuis quelques jours, ne la voyons-nous pas étaler avec une impudence sans courage et sans qu'aucun danger la menace, ses doctrines les plus immorales, ses sophismes les plus insolents, ses mensonges les plus éhontés dans les longues colonnes de ses journaux stipendiés, qui toujours ont spéculé sur les plus viles passions de quelques agitateurs tremblants, et qui ont mis à la surenchère la grande habileté qu'ils ont de tromper les niais.

(Le Peuple constituant.)

Correspondance.

Paris, samedi 20 mai 1848.

Monsieur le rédacteur,

N'ayant lu dans aucun journal des détails sur le pillage de la maison Sobrier, je viens vous prier de vouloir bien insérer la note suivante dans votre prochain numéro.

J'ai vu une foule de gardes nationaux sortir de la maison Sobrier, emportant des bouteilles de vin dans leurs mains, sous leurs bras et dans des paniers. — De la rue des Pyramides à la rue de l'Échelle, les rues Saint-Honoré et de Rivoli étaient jonchées de bouteilles vidées par ces soutiens de l'ordre public. Un d'eux montrait à un autre un pistolet caché sous son habit, et lui disait qu'il l'avait pris dans la maison de Sobrier. — D'autres emportaient des paquets dont je ne voyais pas le contenu. — Officiers, sous-officiers et simples gardes nationaux rivalisaient d'ardeur pour avoir leur part du butin. — Pour rendre hommage à la vérité, je dois ajouter que, par leur tenue et leur langage, les pillards ne paraissaient point appartenir à la classe ouvrière. — Plusieurs ouvriers ont fait tous leurs efforts pour s'opposer au pillage. Un ouvrier, garde national, à qui un de ces messieurs offrait une bouteille de vin, répondit en montrant la maison du marchand de vin qui était à deux pas de là : « Si j'avais soif, j'irais là et je payerais. »

Les 5^e et 7^e compagnies du 1^{er} bataillon de la 2^e légion se sont particulièrement signalées dans cette affaire.

Un GARDE NATIONAL de la 2^e légion.

Montmartre, 22 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

Commandant en premier de la garde nationale de Montmartre, j'ai reçu dans la journée du 15 différents ordres de l'état-major.

J'ai justifié devant mon colonel, le citoyen d'Althoum-Shée, de la régularité avec laquelle je les avais exécutés.

Dans la soirée du 15, le citoyen maire du premier arrondissement, aux ordres duquel on avait mis mon bataillon, nous conduisit rue de Rivoli, pour cerner la maison habitée par le citoyen Sobrier ; deux compagnies de la 3^e légion de Paris étaient déjà en possession de cette maison ; la visite, la saisie des papiers, des munitions, les arrestations s'y pratiquaient régulièrement et sans désordre. On demanda au bataillon cinquante hommes ; mais les gardes nationaux se présentèrent en plus grand nombre, et ne voulurent pas rester à leurs compagnies. Alors le désordre commença, et, je le dis avec

un profond chagrin, les gardes nationaux s'oublèrent jusqu'à briser les meubles, bruler les papiers, et boire dans les caves le vin qui n'appartenait point au citoyen Sobrier mais à son propriétaire ou à ses voisins. Plusieurs sont remontés à Montmartre portant en triomphe ces bouteilles de vin, qu'ils offraient gracieusement aux passants en disant : Qui veut boire du vin de Sobrier ? J'ai voulu empêcher ce désordre : mon autorité a été méconnue, et plusieurs voix ont crié : A bas le commandant ! il nous trahit !

Le lendemain, je donnais ma démission. J'ai remis à l'autorité tous les ordres reçus dans cette journée.

Depuis ce jour, une lâche malveillance a fait de moi un citoyen suspect, et hier un commissaire de police et deux agents se sont présentés chez moi, en vertu d'un mandat signé Langlard, pour faire perquisition et visiter mes papiers. On n'a trouvé qu'une vingtaine de pétitions que les braves Montmartrois m'adressaient quelques jours avant, avec prière de les faire apostiller par les citoyens Ledru-Rollin, Flocon, etc., et surtout par le citoyen Caussidière.

Je dois ajouter que l'officier chargé de cette démarche l'a faite avec énergie, mais avec une convenance dont je le remercie.

Que les braves Montmartrois se rassurent donc, je n'ai pas trahi la République, Dieu merci ! j'ai, comme soldat, exécuté rigoureusement mes ordres, et, comme citoyen, j'ai agi en honnête homme.

Et maintenant, merci du plus haut de mon cœur aux bons citoyens qui savent faire respecter l'uniforme de la garde nationale, et qui m'avaient fait l'honneur de m'élire pour leur chef. C'est pour leur dignité, à eux surtout, que j'ai rendu cette épaulette qui a été insultée par quelques mauvais citoyens.

Salut et fraternité.

GARNAUX.

Ex-chef de bataillon en 1^{er}, à Montmartre, Caissier la *Réforme*.

Clubs de Paris.

Le club démocratique de l'Arsenal a nommé un comité composé de trois membres, afin de s'éclaircir sur le choix des représentants ; il engage tous les autres clubs à former un pareil comité qui se réunira au sien, dans le local habituel de ses séances, salle de distribution de prix du Lycée Charlemagne, tous les jours de quatre à six heures du soir, pour apporter le tribut de leurs lumières et l'unité indispensable à un choix véritablement démocratique.

L'un des secrétaires, MARCHÈSE.

Actes officiels.

Elections de Paris.

Le maire de Paris,

Vu le décret du gouvernement en date du 22 mai courant, portant que les assemblées électorales du département de la Seine sont convoquées pour le 4 juin prochain, à l'effet de nommer onze représentants du peuple à l'Assemblée nationale, par suite de la démission des citoyens Béranger et Caussidière, de l'option des citoyens Dupont (del'Eure), Marrast, Crémieux, Bethmont, Cavaignac, Pagnerre, Recart et Bastide, et l'annulation de l'élection du citoyen Schmitt :

Vu l'instruction du gouvernement provisoire, en date du 8 mars dernier,

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont appelés à concourir le 4 juin prochain à l'élection des onze représentants du peuple qui doivent compléter la députation du département de la Seine à l'Assemblée nationale, les citoyens inscrits sur les listes publiées au mois d'avril dernier dans les douze arrondissements de Paris et dans les communes des deux arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

Sont aussi appelés à cette élection les citoyens qui n'ont pas été inscrits sur ces listes et qui rempliront avant le 4 juin prochain les conditions définies dans l'instruction du Gouvernement provisoire ci-dessus visée.

Art. 2. Il sera publié dans chaque mairie du département de la Seine un tableau de rectification des listes d'avril. Ce tableau comprendra :

1^o Les citoyens français qui auront accompli leur vingt-unième année au 4 juin prochain ;

2^o Ceux qui, à la même époque, auront acquis six mois de résidence dans la commune, sauf les exceptions mentionnées aux paragraphes 4 et 5 de l'instruction du 8 mai, ci-dessus visée ;

3^o Ceux qui auront obtenu des lettres de naturalisation ;

4^o Ceux qui, remplissant d'ailleurs les conditions d'aptitude pour être électeurs, ont négligé de se faire inscrire sur les listes précédentes.

Pourront être aussi inscrits sur ce tableau les citoyens qui, ayant pris part aux dernières élections dans le département de la Seine, ont depuis, sans quitter ce département, transféré leur domicile réel dans une autre commune ou un autre arrondissement de Paris que celui où ils avaient précédemment voté.

A la suite de ce tableau seront portés les noms des citoyens qui, inscrits sur les listes d'avril, sont décédés, ceux qui sont privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques, ceux qui, déclarés en état de faillite par jugement, n'auront pas obtenu de concordat, ceux enfin qui auront changé d'arrondissement ou de commune dans le département de la Seine.

Art. 3. Tout citoyen qui demandera son inscription au tableau de rectification, devra produire :

1^o Pour constater son âge, un acte de naissance ou toute autre pièce authentique pouvant en tenir lieu ;

2^o Pour constater les six mois de résidence, un certificat du propriétaire de la maison que le réclamant habite, constatant l'époque à laquelle remonte la location de cette habitation.

3^o Pour constater la naturalisation, un acte officiel ou une lettre d'avis du ministre de la justice.

4^o Pour constater le changement de domicile, dans le département de la Seine, un certificat du maire de l'arrondissement ou de la commune que le réclamant a cessé d'habiter, et constatant qu'il est rayé de la liste où il avait été précédemment inscrit.

Art. 4. Le tableau de rectification, arrêté le 27 mai courant à minuit, sera exposé dans les localités ordinaires le lendemain 28, avec les listes dressées en avril.

Art. 5. Les réclamations contre la teneur de ces listes et du tableau seront reçues dans les mairies, du 23 mai au 1^{er} juin.

Ces réclamations, conformément aux instructions du Gouvernement provisoire ci-dessus visées, seront décidées, à Paris, par le maire de l'arrondissement assisté de ses adjoints, dans les communes rurales, en conseil municipal, par le maire, qui fera, comme chaque maire de Paris, les rectifications nécessaires.

Art. 6. Les nouveaux électeurs, c'est-à-dire ceux qui seront inscrits sur le tableau de rectification, se rendront, suivant l'avis qui leur sera donné, à leurs mairies respectives, où des cartes leur seront délivrées.

Les anciens électeurs qui auraient égaré les cartes qui leur avaient été précédemment distribuées ou qui n'auraient pas retiré celles qui leur avaient été destinées, pourront se présenter à leur mairie, où elles seront mises à leur disposition.

Art. 7. Des arrêtés ultérieurs feront connaître les jours où les cartes seront délivrées, la division en sections des assemblées électorales et les lieux où les électeurs se réuniront pour voter.

Art. 8. Les maires des arrondissements de Paris et des communes rurales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le représentant du peuple, maire de Paris, Le maire adjoint,

EDMOND ADAM.

Sur la proposition du ministre des finances, La Commission du pouvoir exécutif,

Arrête :

Le décret du 9 mars 1848, sur la contrainte par corps, n'est pas applicable au recouvrement des amendes et réparations prononcées au profit de l'État en manière criminelle, correctionnelle ou de simple police, et ne déroge point aux lois spéciales qui autorisent, avant jugement, l'arrestation des délinquants.

Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de donner des ordres en conséquence.

Paris, le 19 mai 1848.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, La Commission du pouvoir exécutif,

Arrête :

Art. 1^{er}. Les compagnies d'artillerie et de cavalerie de la garde nationale de la ville de Saint-Étienne (Loire) sont dissoutes.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé du présent arrêté.

Fait en conseil, à Paris, le 23 mai 1848.

Départements.

Le *Nouvelliste* de Marseille publie le post-scriptum suivant :

« Une nouvelle de la plus haute gravité nous parvient au moment de mettre sous presse :

« Un corps autrichien aurait violé le territoire helvétique en traversant le canton des Grisons pour opérer sur les derrières de l'armée piémontaise.

« Le siège de Peschiera se poursuivait activement. Sans autre avis du quartier général de Charles-Albert.

« Le général Durando avec le corps romain se repliait sur la Brenta. »

Il y a quelques jours, M. le prince de Joinville est venu à Paris. En vain voudrait-on le nier aujourd'hui : le fait est trop certain, il est connu de trop de gens pour qu'on puisse le contester.

Le prince de Joinville est, de tous les membres de la maison d'Orléans, celui qui a toujours révélé, dans les différentes missions qui lui ont été confiées, le plus de résolution et d'audace. L'ex-roi, qui, ne prévoyant pas son départ forcé, a laissé à Paris un grand nombre d'affaires d'intérêts, et des plus importantes, non terminées, n'a pas voulu s'en remettre à un étranger du soin de régler ces affaires; il a donné tous pouvoirs à M. de Joinville pour venir les terminer.

Nous comprenons d'autant mieux que Louis-Philippe n'ait pas voulu avoir d'autre intermédiaire que l'un de ses propres enfants, qu'il paraît que, parmi les affaires à terminer, il s'en trouve plusieurs relatives à des accaparements de grains faits pour son compte, sous des noms d'emprunt, il y a quinze ou dix-huit mois, et qui ont donné, à ce qu'on assure, des bénéfices immenses. L'ex-roi s'intéressait à toutes les affaires d'où il pouvait lui revenir quelque profit; il n'est donc pas extraordinaire qu'il ait spéculé sur la disette de l'année dernière pour s'enrichir encore davantage et qu'il ait chargé l'un de ses enfants d'assurer les comptes d'opérations aussi peu avouables. Donc, M. de Joinville est venu à Paris pour régler ces opérations aussi bien qu'une foule d'autres qui ont mis Louis-Philippe beaucoup plus à son aise qu'il ne veut en avoir l'air. *La Presse* a nié le fait; mais le prince a été vu et reconnu par trop de monde pour que sa présence à Paris puisse être démentie d'une manière sérieuse.

Au surplus, nous ne pensons pas que *la Presse* elle-même tienne beaucoup à établir que M. de Joinville n'est pas venu en France depuis que son père a été obligé de fuir et d'aller réclamer l'hospitalité de la Grande-Bretagne. Elle a dit que la nouvelle de son voyage n'était pas exacte, et elle a cherché à le démontrer par la publication de sept à huit lettres attribuées au jeune prince et qui portent toutes des dates différentes. La preuve est bien concluante, en vérité; la dernière de ces lettres porte la date du 11 mai, et il est évident que le prince n'a pu, du 11 au 20, passer le détroit. Il y a si loin de Londres à Paris.

(*Journal de la Somme.*)

— Quelques troubles ont eu lieu à Lille, des ouvriers sans ouvrage se sont portés sur plusieurs fabriques et ont forcé les travailleurs de se joindre à eux. La garde nationale a été convoquée et des pierres ont été lancées contre elle. Un coup de feu a été tiré par un garde national et a blessé un ouvrier à la jambe; le chef du détachement a fait conduire à la préfecture ce garde national.

Une barricade a été élevée dans une des rues principales de Lille. Elle a été enlevée par la garde nationale; une collision a eu lieu sur ce point, mais personne n'a été blessé.

Nouvelles étrangères.

Italie.

LOMBARDIE. — Les opérations contre Peschiera ont sérieusement commencé. Voici le bulletin du quartier-général, publié à Somma-Campagna, le 18 :

« Malgré la pluie qui a continué de tomber sans interruption, les batteries de siège contre

Peschiera ont été armées; nos troupes, dans leur impatience, ont surmonté tous les obstacles, et aujourd'hui, à une heure après-midi, on a pu commencer le feu en présence du roi, venu de Somma-Campagna, avec son état-major.

« L'attaque principale a eu lieu contre les ouvrages détachés du fort Mandella; les batteries établies de ce côté ont commencé à jouer autant que leur a permis la mobilité du terrain effondré par les pluies; en même temps, une batterie de siège, placée à droite du fort de Mandella, et une autre sur la rive opposée du Mincio, convenablement distribuées sur les hauteurs, inquiétaient l'ennemi dans l'intérieur de la place et sur les ouvrages avancés de la porte de Desenzano.

Le duc de Gênes, directeur des opérations, l'artillerie, les sapeurs du génie, les soldats du bataillon Real Navi, et ceux de la brigade Piémont et Pinerolo, ont rivalisé de zèle et de courage.

« L'artillerie de la forteresse a vigoureusement répondu à notre feu, mais sans grand préjudice, soit pour nos troupes, soit pour nos batteries.

« Aucune démonstration de l'ennemi n'est venue troubler ces premières opérations du siège contre Peschiera, qui paraît définitivement abandonnée à ses propres forces.

« Le chef d'état-major général,

DE SALASCO. »

NAPLES, 16 mai. — Le *Capri*, entré hier dans notre port, a apporté des nouvelles de Naples d'une gravité extraordinaire.

Le 14, ouverture des chambres. Les députés ne voulurent pas prêter le serment que le roi leur imposait de ne rien changer à la constitution.

A 3 heures, les ministres donnèrent leur démission, le roi céda, les députés exigèrent que le roi rendit un décret pour leur garantir la concession qu'il venait de faire. Il promit de le rendre le lendemain.

Dans la nuit, une grande quantité de troupes entra dans Naples, la garde civique s'alarma et craignit une trahison. Des barricades furent élevées dans la rue de Tolède et 5 à 6,000 hommes se mirent à les défendre. Dans la matinée du 15, plus de 20,000 hommes. Suisses et autres troupes étaient réunis avec 18 pièces de canon.

Quelques coups de fusils imprudemment tirés donnèrent le signal de l'attaque qui fut horriblement meurtrière. Le feu dura depuis dix heures du matin jusqu'à la nuit. La première barricade fut renversée à coups de canons, plusieurs centaines de Suisses restèrent sur la place. Les maisons voisines d'où les gardes civiques se défendaient, furent détruites à coups de canons.

Les lazzaronis, portant la bannière du roi, commirent les actes les plus atroces de vengeance en pillant à volonté.

Deux palais, entre autres le palais Gravina, ont été incendiés.

La garde civique a été presque détruite, après s'être vaillamment défendue et couverte d'autant de gloire que l'autre parti d'infamie. Après le combat, le roi fit fusiller tous ceux qui furent pris les armes à la main. Un grand nombre de délégués des provinces ont été transportés à bord d'un bâtiment où déjà il s'en trouve plus de cinq cent.

L'escadre française s'est mise en ligne de bataille et a menacé de bombarder le palais royal.

La garde nationale a été dissoute, il a été donné l'ordre de fusiller tous ceux qui ne rendraient pas leurs armes dans les vingt-quatre heures.

Naples est un vaste tombeau.

La conduite des équipages de la flotte française, dont tous les hommes ont accueilli à bord avec empressement les fugitifs et les familles entières qui ont pu échapper à ces scènes de désolation et de carnage, est au-dessus de tout éloge. L'indignation dont a été saisi l'amiral Baudin en apprenant les atrocités commises au nom d'un roi parjure et sanguinaire, ne peut se décrire. L'amiral a dit que s'il avait été prévenu ces déplorables événements ne seraient pas arrivés. On dit qu'il ajouta que le gouvernement de Naples ayant violé les traités, il écrivait au président des ministres et lui donnait une heure pour faire cesser les désordres et garantir les personnes et les propriétés; autrement il allait réclamer à Castellamare l'autre division de la flotte, réunir toutes ses forces et faire un

débarquement de neuf mille hommes, pour protéger l'humanité et les droits des peuples.

Espagne.

Les journaux de Madrid du 19 s'occupent beaucoup du départ de M. Bulwer. Le gouvernement espagnol, dit le *Heraldo*, donnera au gouvernement anglais des explications qui prouveront, non-seulement à ce gouvernement, mais à l'Europe entière, la justice et l'urgence de la mesure qu'il vient de prendre.

Le 18, treize sergents du régiment compromis dans la dernière insurrection étaient en chapelle pour être fusillés; la reine leur a fait grâce, et a commué leur peine en celle de la déportation.

D'après les dernières nouvelles, la tranquillité est parfaitement rétablie à Séville.

Faits divers.

L'ordre vient d'être donné d'armer immédiatement tout le littoral du département de la Seine-Inférieure.

— *La Commune de Paris* n'a point reçu la réfutation que le citoyen Cretolle-Pargny prétend lui avoir adressée.

— L'effectif des troupes de toutes armes qui forment en ce moment la garnison de Paris s'élève à 46,000 hommes.

— Un certain nombre d'officiers de la 9^e légion, surtout dans le bataillon de la Cité, ont donné leurs démissions.

— L'ordre du jour suivant vient d'être adressé à la garde nationale de Paris :

« A la suite de réunions ou de banquets, des gardes nationaux croient pouvoir regagner leurs quartiers le soir, et même fort avant dans la nuit, en se faisant précéder de tambours.

« Ces batteries inquiètent la population et peuvent avoir de fâcheuses conséquences; le commandant supérieur invite les colonels des légions à donner les ordres les plus sévères pour que ces faits ne se renouvellent plus à l'avenir, en rappelant à leurs camarades que l'on ne doit jamais faire battre le tambour que pour le service public, et qu'il est surtout expressément défendu de battre sans motif après la retraite.

« Le général commandant supérieur,

CLÉMENT THOMAS. »

Un des héros du sac de la maison Sobrier, employé à 2,000 fr. dans un ministère, vient d'obtenir une place de 10,000 fr. au ministère de l'intérieur. On demande si c'est à ce haut fait qu'il doit un avancement aussi prodigieux.

— Un autre héros, qui présidait au pillage du vin et des effets mobiliers du citoyen Sobrier, disait naïvement ces jours-ci à un de ses amis : « Je crains bien que ma participation à cette affaire ne me fasse tort pour la demande d'emploi que j'ai faite. — Au contraire, lui répondit son ami, ce sera un titre qui vous le fera obtenir plus vite. C'est comme sous Louis-Philippe, après les insurrections de juin, d'avril et de mai. »

Notez que le postulant effrayé est un des anciens abonnés du *National*, un brave homme, du reste, mais pas fort. Il est présumable qu'il n'a pas eu assez de présence d'esprit, assez de caractère pour s'opposer aux excès commis par ses gardes nationaux, mais que le lendemain il fut effrayé de ce qu'il avait laissé faire. Suivrait-il le conseil de son ami?

Nous ne le nommerons pas, afin de ne pas avoir à nous reprocher d'avoir contribué à lui faire obtenir l'emploi qu'il postule.

— On annonce qu'une grande fête agricole doit avoir lieu le dimanche 11 juin, jour de la Pentecôte, à la ferme de Vauluisant, près de Villeneuve-l'Archevêque, arrondissement de Sens.

Cette fête sera faite à l'instar de celle de l'année dernière, qui avait attiré un grand nombre d'agriculteurs et de curieux.

Il doit être procédé en même temps à la vente des différents produits tant de la race ovine que bovine, dont il existe de magnifiques types à la ferme de Vauluisant.

Les galeries du Musée de Versailles sont ouvertes au public tous les jours à midi, excepté les vendredis et samedis. — Le chemin de fer de la rive gauche conduit seul directement au château. Il a transféré sa station de la *Madeleine* à la rue Duphot, 6; ses autres stations sont établies : au Carrousel, hôtel de Nantes; *Bourse*, rue Feydeau, 5; place Saint-Sulpice, 12; place du Palais-de-Justice, 1; *Porte-Saint-Martin*, rue Saint-Martin, 256.

Pour le comité de rédaction, AGG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.